

(N° 227)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 AVRIL 1920.

**Projet de loi permettant aux femmes munies du diplôme de docteur en droit
de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La revendication du droit pour la femme d'exercer la profession d'avocat fut soulevée dans notre pays, en 1888, devant la Cour d'appel de Bruxelles.

M^{lle} Marie Popelin, docteur en droit, fut présentée au serment par un ancien de l'ordre, M^e Jules Guillery, Ministre d'État, ancien Président de la Chambre des Représentants. Sa cause fut défendue à la barre par M^e Louis Franck ; M. Van Schoor, Procureur général, s'opposa vivement à cette requête.

La Cour de Bruxelles rejeta la demande par un arrêt en date du 12 décembre 1888.

La Cour de Cassation confirma le 11 novembre 1889 la manière de voir des premiers juges et, tout en écartant le pourvoi de la demanderesse, affirma que la « solution de la question devait être laissée au législateur ».

Le 24 janvier 1901, MM. Émile Vandervelde, Hector Denis, Hubin et Paul Janson déposèrent une proposition de loi ayant pour objet de permettre aux femmes munies d'un diplôme de docteur en droit, de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession.

En novembre 1907 cette proposition fut renvoyée aux Sections de la Chambre et celles-ci se réunirent le 5 février 1908.

La proposition fut rejetée dans quatre sections et adoptée dans deux.

L'examen de la Section centrale eut lieu au mois de mars 1912. L'un des membres qui votait le rejet, déclarait émettre ce vote en acquit d'un mandat qu'il estimait lui être donné par la section qui l'avait nommé

H

rapporteur; il se réservait toutefois d'émettre devant la Chambre un vote différent, étant personnellement plutôt favorable à la proposition.

L'évolution nettement marquée des idées en cette matière donne au Gouvernement la conviction que, cette fois, sa proposition sera favorablement accueillie.

De nombreuses législations étrangères, reprenant en cela les traditions anciennes, ont, dès le XIX^e siècle, accordé à la femme l'accès de la profession d'avocat.

Aux États-Unis, le Congrès fédéral, prolongeant l'œuvre législative des divers États, a admis, le 15 février 1879, les femmes avocats, présentant des garanties éminentes d'expérience et de savoir, à plaider devant la Cour suprême de l'Union.

La Roumanie, le Chili, le Canada, la Norvège, la Russie, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Suisse, la Hollande, d'autres États encore ont autorisé la femme à exercer cette profession.

La France, dont la législation est si proche de la nôtre, a par la loi du 1-4 décembre 1900 formellement reconnu à la femme le libre accès de la carrière juridique.

Il n'est plus nécessaire de rencontrer les objections que l'on faisait, il y a vingt ans, à l'admission de la femme dans les rangs du barreau.

La loi du 15 mai 1910 qui rend les femmes éligibles et électrices aux Conseils des Prud'hommes, est un précédent législatif qui écarte de façon définitive les objections d'ordre juridique que l'on a jadis soulevées contre notre proposition.

On objectait notamment que le caractère à la fois politique et professionnel du serment d'avocat excluait la femme de cette profession : l'article 24 de la loi du 15 mai 1910 combiné avec l'article 10 de cette même loi, qui impose à la femme élue Prud'homme le serment : « Je jure d'observer la Constitution et les lois du Peuple Belge, de juger avec impartialité et sans prévention » a définitivement fait justice de cet argument.

D'autre part, les objections tirées de la législation du Code civil relativement à la capacité de la femme, ont été victorieusement repoussées aux Chambres françaises, il y a vingt ans, bien que les lois en vigueur en France fussent en ce moment, en tous points pareilles aux nôtres en cette matière. Depuis 1900, des lois spéciales ont, dans une mesure importante, élargi dans notre pays l'activité juridique de la femme, par exemple, en lui permettant d'être tutrice, témoin dans un acte authentique, de disposer seule des fonds déposés par elle à la Caisse d'épargne et surtout, en lui donnant accès aux Conseils des Prud'hommes, où non seulement elle exerce une véritable judicature, mais encore une action politique, puisque la loi permet aux Prud'hommes de se prononcer sur les réformes concernant le régime du Travail.

A côté de ces objections d'ordre juridique, d'autres étaient tirées d'une prétendue incompatibilité entre la nature et la réserve de la femme et la profession d'avocat. L'expérience des pays, si nombreux, où la femme a le libre accès du barreau, a dissipé ces craintes.

Le paragraphe 2 de l'article premier écarte les difficultés que certains avaient cru trouver dans le fait que l'avocat peut être assumé éventuellement pour remplir des fonctions judiciaires.

Bien que le devoir de suppléance soit un pur accident qui, pour un grand nombre d'avocats, ne se réalise jamais, et, par suite, ne suffit pas pour s'opposer à l'accession de la femme au barreau, le Gouvernement a cru préférable d'adopter la formule de la loi française et d'exempter les femmes du devoir éventuel de suppléance.

Il a paru nécessaire de soustraire l'exercice de la profession d'avocat par la femme mariée aux règles étroites du Code civil relativement à l'autorisation maritale.

L'article 2 subordonne l'exercice de cette profession par la femme mariée à l'autorisation expresse ou tacite du mari ; ce qui doit s'entendre en ce sens qu'il n'est pas nécessaire — comme il le serait sous le régime du Code civil — d'une autorisation spéciale par écrit pour chacun des contrats que la femme-avocat conclut avec ses clients. Il lui suffira d'une autorisation générale, une fois donnée, expressément ou tacitement par son mari.

La loi permet, au surplus, à la femme de se pourvoir devant le juge de paix en cas de refus du mari. Ces dispositions sont calquées sur l'article 29 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

Ainsi tombent, une à une, les objections qui ont retardé l'application de principes généraux universellement acceptés. Étant donné le principe définitivement acquis de la liberté du travail, le droit de travailler doit être reconnu à tout être humain, sans restriction ni distinction.

La femme a le droit incontestable d'exercer toutes les professions libérales.

En prologuant un état de choses qui écarte, d'une manière arbitraire, la femme, de la profession d'avocat, le législateur violerait la liberté et l'indépendance économique de tout le sexe féminin.

L'exemple de nombreux pays qui ont donné à la femme le libre accès du barreau, sollicite, d'ailleurs, la Belgique d'entrer enfin dans cette voie.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

4)

Projet de loi permettant aux femmes munies du diplôme de docteur en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession.

Wetsontwerp, waarbij het der vrouwen, die in het bezit zijn van het diploma van doctor in de rechten, geoorloofd is den eed van advocaat af te leggen en dit beroep uit te oefenen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

A partir de la promulgation de la présente loi, les femmes munies du diplôme de docteur en droit seront admises à prêter le serment prescrit par l'article 14 du décret de 1810 modifié en vertu de l'article 2 du décret du 20 juillet 1831, à ceux qui veulent être reçus avocats et à exercer la profession d'avocat, sous les conditions de stage, de discipline et sous les obligations réglées par les textes en vigueur.

Les articles 30 de la loi du 22 ventôse an XII, et 35, § 3 du décret du 14 décembre 1810, les articles 203 de la loi du 18 juin 1869, et XVII de la loi du 25 octobre 1919 ne sont pas applicables aux femmes qui bénéficieront de la présente loi.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Te rekenen met de afkondiging dezer wet, mogen de vrouwen, die een diploma van doctor in de rechten bezitten, den eed afleggen, bij artikel 14 van het decreet van 1810, gewijzigd krachtens artikel 2 van het decreet van 20 Juli 1831, opgelegd aan hen, die als advocaat wenschen toegelaten te worden, en dit beroep uitoefenen in de voorwaarden van proeftijd en tucht en met de verplichtingen, welke door de van kracht zijnde teksten zijn voorzien.

De artikelen 30 der wet van 22 Ventôse, jaar XII, en 35 § 3 van het decreet van 14 December 1810, de artikelen 203 der wet van 18 juli 1869 en XVII der wet van 25 October 1919 zijn niet toepasselijk op de vrouwen die het voordeel dezer wet genieten.

ART. 2.

La femme mariée est capable d'exercer la profession d'avocat, moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son mari.

A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le juge de paix sur simple réquisition de la femme, le mari préalablement entendu.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 1920.

ART. 2.

De gehuwde vrouw is, met uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van haren man, bevoegd het beroep van advocaat uit te oefenen.

Bij gebrek aan die machtiging, kan de vrederechter deze verleenē, op eenvoudige vordering van de vrouw, nadat de man eerst werd gehoord.

Gegeven te Brussel, den 18^e April 1920.

ALBERT.

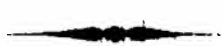
PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 APRIL 1920.

Wetsontwerp waarbij het der vrouwen, die in het bezit zijn van het diploma van doctor in de rechten, geoorloofd is den eed van advocaat af te leggen en dit beroep uit te oefenen.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het voor de vrouw gëeischte recht om het beroep van advocaat uit te oefenen kwam hier te lande in 1888 ter sprake vóór het hof van beroep te Brussel.

Mejuffrouw Maria Popelin, doctor in de rechten, werd ter eedaflegging voorgedragen door een oud lid der orde, Mr. Julius Guillery, Minister van State, oud Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Mr. Louis Franck verdedigde hare zaak; het verzoek werd met nadruk door den heer Procureur-generaal Van Schoor bestreden.

Bij arrest van 12 December 1888 verwierp het Hof te Brussel den eisch. Op 11 November 1889 bekrachtigde het Verbrekingshof de zienswijze der eerste rechters en verklaarde, terwijl de voorziening van de eischeres werd verworpen, dat « de oplossing van het vraagstuk aan den wetgever moest overgelaten worden. »

Den 24ⁿ Januari 1901 legden de heeren Emiel Vandervelde, Hector Denis, Hubin en Paul Janson een wetsvoorstel neer, waarbij aan de vrouwen, die het diploma van doctor in de rechten bezitten, toegelaten wordt den eed van advocaat af te leggen en dit beroep uit te oefenen.

Dit voorstel werd in November 1907 naar de afdeelingen der Kamer verzonden, die op 5 Februari 1908 bijeen kwamen.

Het voorstel werd in vier afdeelingen verworpen en in twee afdeelingen aangenomen.

In Maart 1912 werd het door de Middenafdeeling onderzocht. Een der leden die zich voor de verwerping verklaarde, gaf te kennen dat hij het deed in uitvoering van een mandaat dat hij achte te hebben ontvangen van de afdeeling, die hem tot verslaggever had benoemd; hij

dacht er echter aan, in de Kamer een andere stem uit te brengen, daar hij persoonlijk veeleer het voorstel goedkeurde.

De duidelijke evolutie, die de gedachten op dit gebied hebben ondergaan, geeft de Regeering de overtuiging dat haar voorstel ditmaal gunstig zal onthaald worden. Talrijke wetgevingen in 't buitenland, aansluitende bij de oude tradities, hebben, in de XIX^e eeuw reeds, aan de vrouw toegestaan het beroep van advocaat uit te oefenen.

In de Vereenigde Staten heeft het Bondscongres, de wetgevende werkzaamheden der verschillende Staten voortzettend, op 15 Februari 1879 de vrouwelijke advocaten, die bijzondere waarborgen boden op het gebied van ervaring en kennis, toegelaten te pleiten voor het Hoog Gerechtshof der Unie.

In Roemenië, Chili, Canada, Noorwegen, Rusland, Nieuw-Zeeland, Zweden, Zwitserland, Nederland en nog in andere Staten, is de vrouw gemachtigd beroep van advocaat uit te oefenen.

Bij wet van 1/4 December 1900 heeft Frankrijk, wiens wetgeving met de onze zulk een nauw verband houdt, uitdrukkelijk het recht van de vrouw erkend om als advocaat op te treden.

De bezwaren, die vóór twintig jaar werden ingebracht tegen het opnemen der vrouwen in de advocatenorde, kunnen thans buiten beschouwing worden gelaten.

De wet van 15 Mei 1910, die aan de vrouwen verkiesbaarheid en kiesbevoegdheid tot de werkrechtersraden toekent, is op wetgevend gebied een precedent, dat al de bezwaren van rechtskundigen aard, die men vroeger tegen ons voorstel heeft opgeworpen, voorgoed uit den weg ruimt.

Men had namelijk ingebracht dat, door den aard van den advocateneed, die én met de politiek én met het beroep in verband staat, de vrouwen van dit beroep waren uitgesloten : na artikel 24 der wet van 15 Mei 1910 samengevoegd met artikel 10 dierzelfde wet, waarbij aan de vrouw, die tot lid van den werkrechtersraad is gekozen, den eed wordt opgelegd : « Ik zweer de Grondwet en de wetten van het Belgisch volk na te leven, uitspraak te doen met onpartijdigheid en zonder vooroordeel », blijft er van dit argument niets over.

Ten anderen werden de bezwaren, die aan de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek in zake de rechtsbevoegdheid der vrouw waren ontleend, vóór twintig jaar in de Fransche Kamer ten volle weerlegd, ofschoon de in Frankrijk op dit gebied van kracht zijnde wetten destijds geheel met de onze overeenstemden.

Sedert 1900 werd het rechtsgebied, waarop de vrouw zich mag bewegen, in ons land op belangrijke wijze uitgebreid door bijzondere wetten, die haar bij voorbeeld het recht hebben gegeven op te treden als voogdes, of als getuige bij eene authentieke akte, alleen over de door haar in de Spaarkas gestorte gelden te beschikken, en, vooral, die haar toegang hebben verleend tot de werkrechtersraden, waar zij niet enkel een waar rechtersambt, maar ook eene politieke actie uitoefent, daar, volgens de wet, de leden dezer raden zich mogen uitspreken omtrent de hervormingen in zake het Arbeidstelsel.

Naast deze bezwaren van rechtskundigen aard, deed men nog het

bezwaar gelden, dat het beroep van advocaat niet zou overeen te brengen zijn met het ingetogen karakter van de vrouw. Maar de ervaring heeft, in de talrijke landen waar de vrouw vrijen toegang heeft tot de balie, aangetoond dat die vrees ongegrond is.

Het tweede lid van het eerste artikel belet dat zich de moeilijkheden voordoen, die volgens sommigen zouden kunnen voortspruiten uit het feit dat de advocaat eventueel kan belast worden met het waarnemen eener rechterlijke functie.

Ofschoon het een louter toeval is, wanneer een advocaat voor den plicht wordt gesteld om als plaatsvervangend rechter op te treden, en dit geval zich voor vele advocaten nooit voordoet — zoodat men er geen voldoende reden in vinden kan om aan de vrouw den toegang tot de balie te weigeren — heeft de Regeering er den voorkeur aan gegeven de lezing der Fransche wet over te nemen en de vrouwen vrij te stellen van den eventueelen plicht der plaatsveranging.

Dat de uitoefening van het beroep van advocaat door de gehuwde vrouw niet meer zou worden beheerscht door de strenge voorschriften van het Burgerlijk Wetboek betreffende de door den man te geven machtiging, is noodig gebleken.

Artikel 2 maakt de uitoefening van dit beroep door de gehuwde vrouw afhankelijk van de uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van den man; dit moet in dien zin begrepen worden, dat het niet noodig is — zooals dit onder de toepassing van het Burgerlijk Wetboek wel het geval zou zijn — dat de man eene bijzondere schriftelijke machtiging geve voor elke overeenkomst, die door de gehuwde vrouwelijke advocaat met hare cliënten wordt afgesloten. Het volstaat dat de man éénmaal in 't algemeen eene uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging heeft gegeven. Bovendien wordt de vrouw door de wet in de gelegenheid gesteld zich vóór den vrederechter te voorzien, in geval haar man haar zijne machtiging onthoudt. Deze bepalingen werden overgenomen uit artikel 29 der wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst.

Zoo vallen, een vóór een, al de bezwaren weg, die de toepassing van algemeen erkende principieën zoo lang in den weg stonden.

Aangezien het beginsel van de vrijheid van den arbeid voorgoed is aangenomen, dient te worden erkend dat elk menschelijk wezen, zonder eenige beperking of onderscheid, het recht heeft om te werken.

De vrouw heeft ontegensprekelijk het recht elk vrij beroep uit te oefenen.

Door den toestand te laten voortduren, waardoor der vrouw op willekeurige wijze de toegang tot de balie wordt ontzegd, zou de wetgever een aanslag plegen op de vrijheid en de economische onafhankelijkheid van gansch het vrouwelijk geslacht.

Het voorbeeld der talrijke landen, die de vrouw tot de balie hebben toegelaten, moet België er trouwens toe aansporen om eindelijk ook dien weg in te slaan.

De Minister van Justitie,
E. VANDERVELDE.

(4)

Projet de loi permettant aux femmes munies du diplôme de docteur en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession.

Wetsontwerp, waarbij het der vrouwen, die in het bezit zijn van het diploma van doctor in de rechten, geoorloofd is den eed van advocaat af te leggen en dit beroep uit te oefenen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

A partir de la promulgation de la présente loi, les femmes munies du diplôme de docteur en droit seront admises à prêter le serment prescrit par l'article 14 du décret de 1810 modifié en vertu de l'article 2 du décret du 20 juillet 1831, à ceux qui veulent être reçus avocats et à exercer la profession d'avocat, sous les conditions de stage, de discipline et sous les obligations réglées par les textes en vigueur.

Les articles 30 de la loi du 22 ventôse an XII, et 35, § 3 du décret du 14 décembre 1810, les articles 203 de la loi du 18 juin 1869, et XVII de la loi du 25 octobre 1919 ne sont pas applicables aux femmes qui bénéficieront de la présente loi.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Te rekenen met de afkondiging dezer wet, mogen de vrouwen, die een diploma van doctor in de rechten bezitten, den eed afleggen, bij artikel 14 van het decreet van 1810, gewijzigd krachtens artikel 2 van het decreet van 20 Juli 1831, opgelegd aan hen, die als advocaat wenschen toegelaten te worden, en dit beroep uitoefenen in de voorwaarden van proeftijd en tucht en met de verplichtingen, welke door de van kracht zijnde teksten zijn voorzien.

De artikelen 30 der wet van 22 Ventôse, jaar XII, en 35 § 3 van het decreet van 14 December 1810, de artikelen 203 der wet van 18 juli 1869 en XVII der wet van 25 October 1919 zijn niet toepasselijk op de vrouwen die het voordeel dezer wet genieten.

ART. 2.

La femme mariée est capable d'exercer la profession d'avocat, moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son mari.

A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le juge de paix sur simple réquisition de la femme, le mari préalablement entendu.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 1920.

ART. 2.

De gehuwde vrouw is, met uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van haren man, bevoegd het beroep van advocaat uit te oefenen.

Bij gebrek aan die machtiging, kan de vrederechter deze verleen, op eenvoudige vordering van de vrouw, nadat de man eerst werd gehoord.

Gegeven te Brussel, den 18^e April 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

